BULLETIN BCRÉI

Édition de l'automne 2026

L’écologie intégrale, c’est la solidarité avec les personnes et la planète

Le BCRÉI (Bureau des congrégations religieuses pour l'écologie intégrale) est l’organisme au sein duquel les congrégations religieuses catholiques unissent leurs forces pour renforcer leur action en faveur de la justice sociale et écologique, notamment par le dialogue sur les politiques publiques. Les priorités du BCRÉI sont l’action pour le climat, la réconciliation avec les peuples autochtones, l’éducation à l’écologie intégrale et l’engagement des croyants dans la vie publique.

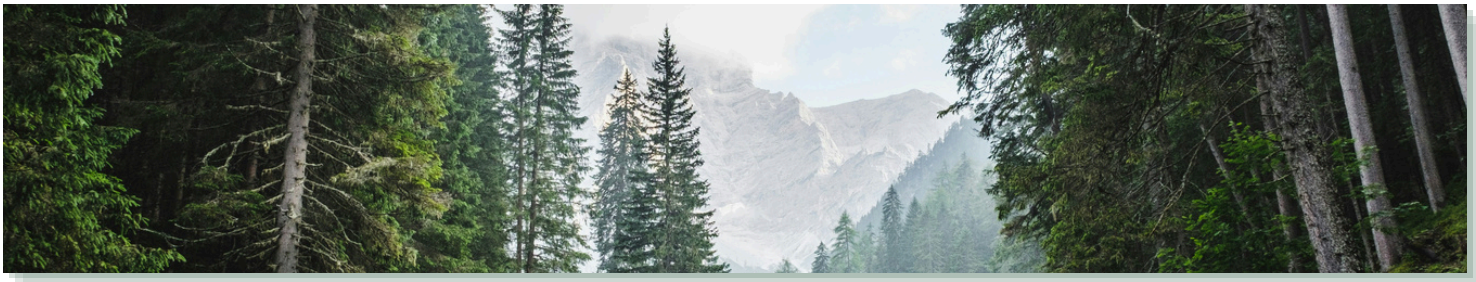


Photo de Luca Bravo, Unsplash

Histoire principale

VIVRE L’ÉCOLOGIE INTÉGRALE

Ce bulletin d’automne examine la manière dont les congrégations religieuses et les communautés de foi approfondissent leur engagement en faveur de l’écologie intégrale et passent à l’action. À travers l’éducation, le développement du leadership et le dialogue sur les politiques publiques, notre travail commun vise à faire progresser la justice écologique, à défendre la dignité humaine et à prendre soin de notre maison commune.

Nous commençons par des réflexions sur les ateliers du BCRÉI organisés dans le cadre du congrès annuel ATRI 2026, suivies d’une discussion sur la décroissance, la théologie de la libération et une économie ancrée dans la vie et la solidarité. Nous faisons également le point sur Une économie de vie, une initiative œcuménique qui mobilise les communautés de foi pour défendre la justice climatique et promouvoir une économie au service de la vie. D’autres contributions mettent en lumière des partenariats éducatifs, le dialogue avec les députés, ainsi que notre témoignage public et nos activités de plaidoyer en faveur de la justice climatique et de l’élimination des subventions aux énergies fossiles, ainsi que nos interventions sur le projet de loi C-39 et le pipeline Pacific Link. Enfin, nous présentons un aperçu de l’engagement du BCRÉI dans le cadre de la COP31, notamment en matière de plaidoyer pour un financement climatique équitable.

Merci à nos membres et à nos partenaires de renforcer cet engagement commun.



« Guidées par notre engagement en faveur d’une éducation libératrice, nous avons choisi de dénoncer officiellement la déshumanisation systémique, la violence, l’injustice et la destruction de la nature. Nous nous engageons à promouvoir une culture de compassion, à prendre soin de manière responsable de la Terre, notre maison commune, et à être des témoins prophétiques d’espoir. »

Le Bureau de la justice sociale
Congrégation de Notre-Dame

Le BCRÉI à l'ATRI 2026

Le 23 septembre, le personnel et les membres du conseil d'administration du BCRÉI ont participé à la **39e congrès annuel de l'Association des trésoriers des instituts religieux (ATRI)**, à Ottawa, où ils ont animé deux ateliers qui ont réuni environ 75 participants. Sue Wilson, csj, et Joe Gunn ont animé une séance sur l'écologie intégrale et présenté le projet Bureau de l'héritage du BCRÉI, tandis que Geneviève Gallant a animé une table ronde sur la collaboration entre laïcs et religieux, en compagnie de Darlene O'Leary (Martha Ministries) et de Kelly Di Domenico (Fondation internationale Roncalli). Les deux ateliers ont exploré la manière dont les questions de mission, d'intendance, de leadership et de responsabilité écologique façonnent l'avenir de la vie religieuse et de ses ministères.



Atelier sur l'écologie intégrale

En quoi l'écologie intégrale est-elle à la fois un mode de vie et une grille de lecture pour le discernement ? S'appuyant sur le travail collaboratif du BCRÉI auprès de plus d'une vingtaine de congrégations catholiques, Sue Wilson et Joe Gunn ont invité les participants à réfléchir aux thèmes suivants :

- Le fondement théologique de l'écologie intégrale, notamment l'appel lancé dans Laudato Si' à entendre « tant la clameur de la terre que la clameur des pauvres ».
- L'interdépendance des réalités écologiques, sociales, économiques, politiques, culturelles et spirituelles.
- La manière dont les changements climatiques recoupent des enjeux tels que les droits des peuples autochtones, la perte de biodiversité, l'insécurité alimentaire, les migrations et la santé.
- L'évolution du Bureau de l'héritage du BCRÉI.



LIENS VERS DES RESSOURCES

consulter les diapositives de la présentation sur l'écologie intégrale (anglais)

FORMATION À L'ÉCOLOGIE INTÉGRALE ET LEADERSHIP

Atelier sur les partenariats entre le personnel laïc et les religieux



Comment évolue la collaboration entre les congrégations religieuses, le personnel laïc et les organisations fondées par les congrégations religieuses? Animée par Geneviève Gallant, Darlene O'Leary et Kelly Di Domenico, cette session a invité les participants à partager leurs expériences, leurs défis et les occasions de renforcement de collaboration au sein de leurs ministères et de leurs organisations.



Alors que de nombreuses congrégations continuent de confier des aspects clés de leur mission à des responsables et à du personnel laïc, la discussion a porté sur ce que signifie maintenir un charisme vivant au-delà des changements de structures et des générations. Les participants ont réfléchi à des moyens concrets de faire vivre la mission tout en construisant des relations fondées sur la confiance, un objectif commun et l'apprentissage mutuel.

Les participants se sont penchés sur des questions telles que :

- Comment maintenir le charisme vivant dans le travail administratif et les programmes au quotidien ?
- Quelles possibilités s'offrent au personnel laïc pour approfondir son sentiment d'appartenance à une mission commune ?



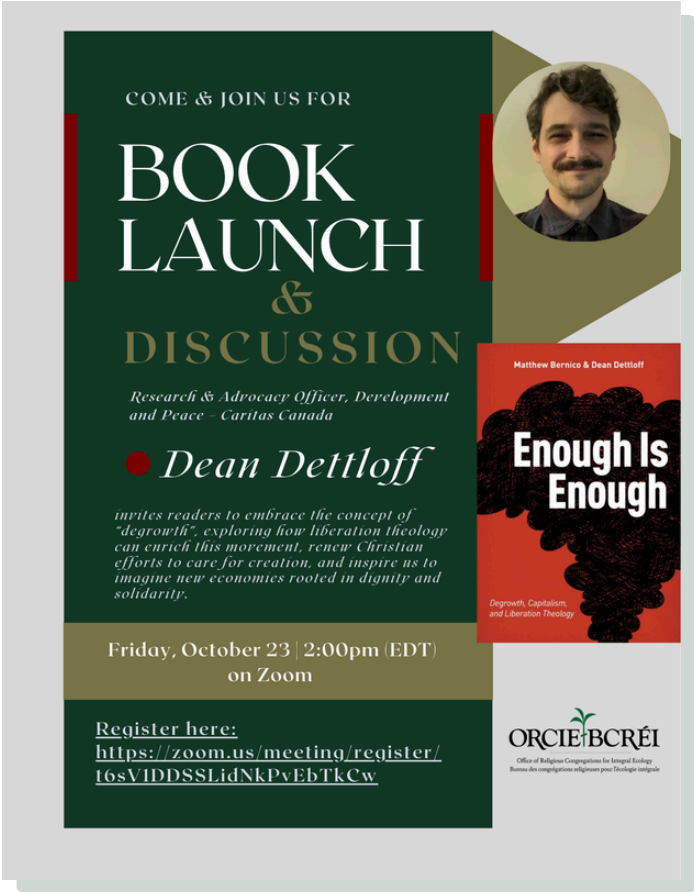
L'atelier s'est conclu par la mise en pratique de ces réflexions. Les participants ont été invités à identifier une idée, une pratique ou une possibilité qu'ils pourraient rapporter à leur propre congrégation ou organisation :

Quelle idée emportez-vous avec vous dans votre organisation ?

APPRENDRE ENSEMBLE

Repenser la croissance : une économie ancrée dans la vie et la solidarité

Le 23 octobre 2026, le BCRÉI a accueilli plus de 97 participants inscrits de partout au Canada pour une conversation en ligne avec Dean Dettloff, coauteur de Enough Is Enough: Degrowth, Capitalism, and Liberation Theology.S'appuyant sur les thèmes centraux de l'ouvrage, M. Dettloff a invité les participants à remettre en question l'idée selon laquelle une croissance économique sans fin serait nécessaire ou souhaitable, et à se pencher sur comment la conception de la théologie de la libération concernant la pauvreté, les inégalités et l'injustice structurelle peut enrichir le mouvement de la décroissance. Ensemble, ces perspectives offrent une vision d'une économie qui place la dignité humaine, la solidarité et le bien-être écologique au-dessus de l'expansion économique.



En réponse aux réflexions de M. Detloff, Sue Wilson, csj, a souligné l'importance des politiques publiques dans la construction du bien-être social et écologique, en attirant l'attention sur les liens entre les droits des peuples autochtones, la protection de l'environnement, les droits du travail et la justice climatique.

LIENS VERS DES RESSOURCES

Regardez l'enregistrement du webinaire ici : Trop c'est trop : décroissance, capitalisme et théologie de la libération – Bureau des congrégations religieuses pour l'écologie intégrale **/ (anglais)**

APPRENDRE ENSEMBLE

Compte rendu du livre Enough Is Enough…

Dans cette compte rendu, le BCRÉI explore l'ouvrage Enough Is Enough: Degrowth, Capitalism, and Liberation Theology, en examinant comment la théologie de la libération, la doctrine sociale de l'Église catholique et l'écologie intégrale peuvent contribuer à imaginer des systèmes économiques fondés sur la dignité humaine, la solidarité mondiale et le respect de la création. Elle invite également les lecteurs à réfléchir aux implications du concept de « décroissance » pour les communautés chrétiennes d'aujourd'hui, en soulevant des questions importantes sur le capitalisme, la croissance verte, les inégalités mondiales et la réponse de l'Église à la crise écologique.

« Les membres du BCRÉI souhaitent approfondir leur compréhension de l'écologie intégrale et leur adhésion à celle-ci. En ce qui concerne l'enseignement papal, le pape François a en effet critiqué le fait que « le discours sur la croissance durable devient souvent un moyen de détourner l'attention et de fournir des excuses » (LS n° 194). Dettloff et Bernico affirment que le pape François a adopté la décroissance – allant même jusqu'à suggérer : « C'est vrai, le pape a dit "décroissance" ».(p. 71.) (En réalité, en anglais la citation tirée de Laudato Si' n° 193 se lit sans le dire, mais en français, oui : « Nous savons à quel point est insoutenable le comportement de ceux qui ne cessent de consommer et de détruire, alors que d'autres ne sont pas encore en mesure de vivre d'une manière digne de leur dignité humaine. C'est pourquoi le moment est venu d'accepter une certaine décroissance dans quelques parties du monde, afin de fournir les ressources nécessaires pour que d'autres régions puissent connaître une croissance saine. »). Le message de 2025 de l'Église catholique du Sud global va bien plus loin, lorsqu'il affirme : « Nous proposons un modèle conforme aux limites planétaires et aux objectifs de décroissance. Un modèle qui réduit la demande et la surconsommation et promeut des économies solidaires, circulaires et réparatrices. » (Appel à la justice climatique, n° 26.) »

Vous recherchez des réflexions approfondies sur la justice économique, l'écologie et la protection de notre maison commune? Découvrez les derniers compte rendu du BCRÉI.

LIENS VERS DES RESSOURCES

Consultez la compte rendre Enough Is Enough sur notre site Web: Lisez la compte rendu sur https://orcie.org/

Earth for Sale : The Fight to Stop the Last Plunder of the Planet par Maude Barlow
Découvrez les réflexions du BCRÉI sur le plus récent ouvrage de Maude Barlow, qui examine les menaces croissantes pesant sur notre avenir écologique commun.
Lisez la critique sur https://orcie.org/

Vous avez une suggestion de livre ?
Nous sommes toujours à la recherche de ressources pour enrichir les futurs webinaires et les activités d'apprentissage du BCRÉI. Faites-nous part de vos suggestions à info@orcie.org

APPRENDRE ENSEMBLE

Partenariats éducatifs

Intégrer l'écologie intégrale au sein de la communauté universitaire

Le 2 novembre 2026, le BCRÉI a participé à **l'Expo Écologie, innovation et communication de l'Université Saint-Paul**, aux côtés d'une soixantaine d'étudiants, de membres du personnel, d'enseignants et de membres de la communauté. Forts des liens de longue date qui unissent le BCRÉI à l'Université Saint-Paul, nous avons présenté notre mission et nos activités en faveur de la justice sociale et écologique, échangé des idées et exploré de nouvelles possibilités de collaboration. Ces échanges ont également ouvert la voie à d'éventuels stages au sein du BCRÉI en 2027, créant ainsi de nouvelles occasions pour les étudiants de s'engager dans l'écologie intégrale et le dialogue politique, et de mettre leurs acquis en pratique.





Le BCRÉI s'associe à l'Université Saint-Paul pour un cours sur le leadership à l'hiver 2027

De janvier à avril 2027, **le BCRÉI s'associe à Michaël Séguin, Ph. D., professeur agrégé et directeur, et à Bianca Briciu, Ph.D., professeure agrégée, de l'École de leadership, d'écologie et d'équité de l'Université Saint-Paul, dans le cadre du cours « Leadership et théories du changement »**. Cette collaboration offrira aux étudiants une occasion concrète d'examiner comment le leadership, la recherche et le dialogue sur les politiques publiques peuvent faire progresser la justice sociale et écologique. Les étudiants abordent des thèmes tels que l'écologie intégrale, la politique climatique et la communication militante, tout en élaborant des arguments et des stratégies de plaidoyer visant à interpeller les députés à Ottawa. Le personnel du BCRÉI animera des présentations et accompagnera les étudiants dans le cadre des cours offerts en français et en anglais. Il les aidera à traduire leurs recherches et leurs préoccupations écologiques en messages de plaidoyer convaincants et à engager un dialogue constructif avec les décideurs fédéraux.

APPRENDRE ENSEMBLE

Partenariats éducatifs

BCRÉI et CJI : Apprendre pour la justice écologique

Le BCRÉI s'est associé à Canadian Jesuits International (CJI) et à d'autres organisations confessionnelles et communautaires pour accueillir le militant écologiste philippin Brex Aravelo à l'Université Saint-Paul, le 21 octobre 2026, à l'occasion d'une discussion sur le colonialisme des déchets, la destruction de l'environnement et les luttes des communautés marginalisées aux Philippines. Cet événement s'inscrivait dans le cadre de la campagne d'automne 2026 de CJI, intitulée « Justice écologique : ce n'est pas compliqué », offrant l'occasion de s'informer sur les répercussions humaines de l'injustice environnementale et de se pencher sur comment les Canadiens peuvent se montrer solidaires des communautés les plus touchées. Notre collaboration a également fait l'actualité ! Lisez l'article de Susan Korah dans The Catholic Register : « Un militant philippin met en avant la campagne jésuite pour la justice écologique » | The Catholic Register (anglais)





« Le BCRÉI cherche à intégrer la vision de l'écologie intégrale comme mode d'être, de vivre et de discerner, à une culture de la rencontre dans notre approche visant à promouvoir un changement systémique. Il ne suffit pas de mettre en avant des politiques fortes susceptibles de façonner un nouvel avenir. Nous devons œuvrer pour une meilleure qualité de rencontre et de dialogue, capable de créer l'espace culturel et politique nécessaire à l'adoption de ces politiques. » **-Écologie intégrale, Comment le concept d'écologie intégrale évolue dans le contexte canadien, BCRÉI**

Apprendre et interpeller

Le 22 septembre, le personnel du BCRÉI, membres de son conseil d'administration et les représentants de six congrégations religieuses ont rencontré quatre membres de la comité permanente de l'Environnement et du développement durable de la Chambre des communes : les députés Will Greaves, Bruce Fanjoy, Patrick Bonin et Éric St-Pierre.

Les discussions ont porté sur les priorités politiques fédérales liées à la gestion de l'environnement, notamment le projet de loi sur la réforme de grands projets, les subventions fédérales et les crédits d'impôt destinés à l'expansion des énergies fossiles, ainsi que l'avenir énergétique du Canada, en particulier les investissements dans l'électricité renouvelable. Le BCRÉI et les députés ont également abordé les possibilités de poursuivre le dialogue et la collaboration. Le BCRÉI a été encouragé à maintenir son engagement auprès des comités permanents de la Chambre des communes, notamment en ce qui concerne le projet de loi C-39.

Pendant leur séjour à Ottawa, les participants ont également eu l'occasion d'assister à la période de questions à la Chambre des communes et à une séance de la comité permanente ENVI consacrée au projet de loi C-244 — Loi modifiant la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999) et la Loi sur les épaves et les bâtiments abandonnés ou dangereux.

Avant les rencontres avec les députés, les religieux et les laïcs associés ont participé à une session de préparation en ligne avec Mme. Alex Cool-Fergus, responsable des affaires publiques au sein du Climate Caucus. Mme. Cool-Fergus a présenté un aperçu des enjeux clés liés au cadre de déréglementation environnementale du Canada et au projet de loi proposé sur les grands projets (le C-39), aidant ainsi les participants à comprendre le contexte politique plus large de leurs discussions avec les élus. À l'issue des réunions de notre journée d'Apprendre et interpeller, le BCRÉI a organisé une séance de retour avec les participants afin de réfléchir aux enseignements tirés, de partager les points de vue issus de leurs conversations avec les députés et de réfléchir ensemble aux prochaines étapes pour poursuivre le dialogue politique.



Équipe 1 (de gauche à droite) : Sœur Mary Buckley, Sœurs Grises de l'Immaculée Conception – Pembroke ; Sœur Karen Kelly, Congrégation de Notre-Dame – Province de la Visitation ; Mme. Marie-Laure Joly, collaboratrice de la congrégation des Missions Étrangères ; le député M. Patrick Bonin, député ; Mme. Geneviève Gallant, directrice générale du BCRÉI ; et Sœur Bonnie Zentner, Sœurs Grises de l'Immaculée Conception – Pembroke .

Apprendre et interpeller



Équipe 2 (de gauche à droite) : Mme. Sasquia Antúnez Pineda, chargée de plaidoyer et de communication au BCRÉI ; Mme. Darlene O'Leary, associée aux Sœurs de Sainte-Marthe - Antigonish ; le député M. Bruce Fanjoy; Sœur Sue Wilson, Sœurs de Saint-Joseph du Canada ; Sœur Fay Edmonds, Sœurs Grises de l'Immaculée Conception – Pembroke ; M. Joe Gunn, co-président du BCRÉI



Réunion de l'équipe 2 avec le député Will Greaves



Séance de la commission permanente ENVI consacrée au projet de loi C-244 — Loi modifiant la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999) et complétant la Loi sur les navires présentant un danger.



Sœur Sue Wilson, Fédération des Sœurs de Saint-Joseph du Canada ; Sœur Denise Lirette, Congrégation des Filles de Jésus, Région Canada ; Sœur Karen Kelly, Congrégation de Notre-Dame — Province de la Visitation ; Mme Marie-Laure Joly, associée aux Missions étrangères du Canada.

Veille des politiques publiques : Mettre fin aux subventions aux énergies fossiles – du principe à l'action

Laudato Si' (165) appelle à ce que les combustibles fossiles soient « progressivement remplacés sans retard». Cet appel est particulièrement pertinent alors que le Canada continue de soutenir le développement des combustibles fossiles par le biais de financements publics et d'incitations fiscales, alors même que l'urgence de la transition énergétique ne cesse de croître.

Les membres du BCRÉI ont exprimé leurs préoccupations et appelé à un investissement accru dans une transition juste vers les énergies renouvelables. Comme le souligne **Clo Martin, pbvm** :

> « Le dernier rapport du GIEC indique que le monde doit opérer rapidement une transition vers les énergies vertes et abandonner immédiatement les combustibles fossiles pour éviter un réchauffement climatique catastrophique. Je comprends que nos gouvernements fédéral et provinciaux évoluent dans un contexte politique très différent de celui du Sud global, mais j'avais espéré que notre gouvernement fédéral récemment élu s'attacherait délibérément à créer davantage d'emplois en investissant massivement dans les ressources énergétiques vertes. »

Transformer les préoccupations en actions concrètes

Afin d'aider ses membres à aborder ces préoccupations lors de leurs échanges avec les décideurs fédéraux, le BCRÉI a publié le 20 août son document d'information intitulé « Prendre soin de la Création, pas l'extraction : comprendre pourquoi le Canada doit mettre fin aux subventions aux énergies fossiles ». Ce document d'information fournit des arguments clés et des questions à poser lors des rencontres avec les députés, ainsi que des conseils pratiques pour participer à deux consultations fédérales importantes : la consultation prébudgétaire fédérale de 2026 et la période de consultation publique sur la désignation de l'oléoduc de la côte Ouest (Pacific Link) comme projet « d'intérêt national ».

LIENS VERS DES RESSOURCES

Découvrez cette ressource : « Prendre soin de la Création, pas de l'extraction : comprendre pourquoi le Canada doit mettre fin aux subventions aux énergies fossiles » (anglais)

TÉMOIGNAGE PUBLIC

Justice climatique et réconciliation

L'oléoduc Pacific Link en tant que projet d'«intérêt national» – Période de consultation publique

L'appel à l'action lancé par le BCRÉI avant la date limite de soumission des commentaires, le 18 septembre ,intitulé « De petites victoires, un long combat », a été transmis à toutes les congrégations religieuses du Canada par la Conférence religieuse canadienne, ce qui constitue à ce jour notre appel à l'action ayant atteint la plus large audience. Pendant la durée de la consultation, les pages web du BCRÉI consacrées à ce sujet ont attiré environ une visite sur neuf du site orcie.org.

Les membres d'au moins huit congrégations ont soumis des commentaires dans le cadre de la période de consultation publique sur la désignation du oléoduc Pacific Link comme projet d'intérêt national, en exposant leurs raisons personnelles pour lesquelles cette désignation allait à l'encontre de l'engagement du Canada à réduire les émissions de GES et en expliquant pourquoi la lutte contre les changements climatiques était importante à leurs yeux.

> « Je suis profondément préoccupée par le fait que des décisions concernant des oléoducs puissent être prises sans respecter pleinement les droits des communautés autochtones. Le Canada a la responsabilité morale, juridique et découlant des traités d'écouter les peuples autochtones dont les territoires seraient touchés, d'honorer leurs savoirs et leur gestion de la terre, et de s'assurer de leur consentement libre, préalable et éclairé avant que toute construction d'oléoduc ne soit approuvée sur leurs terres. Un projet ne peut véritablement être d'intérêt national s'il avance en affaiblissant les droits des Autochtones ou en négligeant les personnes les plus directement touchées. » **(Fay Edmonds, gsic)**

> « A-t-on demandé aux peuples autochtones, ou du moins à certains de leurs dirigeants et gardiens du savoir, en quoi consistent ces « intérêts » ? Couvrent-ils la nécessité de respecter le caractère sacré de la terre, de l'air, des forêts et des eaux, ainsi que celui des animaux, des poissons et des oiseaux qui vivent aux côtés des humains dans les zones qui seront dévastées pour faire place au oléoduc ? Les compensations financières seraient-elles considérées par les peuples autochtones comme plus importantes que le caractère sacré de la nature ?
>
> Après avoir passé huit ans parmi les peuples Ojibwés de la région de Thunder Bay, j'ai appris que ceux qui chérissent encore leurs croyances ancestrales considèrent la nature comme sacrée et traitent toute forme de vie avec respect et bienveillance. Avons-nous ouvert nos esprits et nos cœurs pour apprendre de nos voisins autochtones ?
>
> Quelle valeur accordons-nous aux nutriments essentiels à la vie que nous offre cette planète ?
> Si nous devions réévaluer ce qui nous tient le plus à cœur, quelle place occuperaient le pétrole brut et le gaz naturel ? Où se classaient l'eau propre, l'air pur, un sol sain et les bienfaits vitaux des forêts?»
> **(Anne Kathleen McLaughlin)**

MISE À JOUR : Le gouvernement a décidé d'inscrire l'oléoduc , désormais baptisé « Pacific Link », le 1er octobre 2026 sur la liste des projets d'intérêt national en vertu du « Loi visant à bâtir le Canada », le Bureau de grands projets ayant pour objectif de finaliser les conditions du projet d'ici le 1er septembre 2027. Le public aura une nouvelle occasion de contribuer à l'évaluation de ces conditions en 2027.

TÉMOIGNAGE PUBLIC

Justice climatique et réconciliation

Qui devra vivre avec le projet de loi C-39? Mémoire du BCRÉI au Parlement

Comment le Canada devrait-il décider quelles mines et quels oléoducs seront construits, et quelles régions entières seront ouvertes à l'industrie ? Et qui aura son mot à dire avant que les premiers arbres ne soient abattus ?

Telles sont les questions qui sous-tendent le projet de loi C-39, la Loi visant à bâtir un Canada fort. Ce projet de loi permettrait à un petit nombre de ministres fédéraux d'approuver de grands projets dans un délai d'un an, de désigner des « régions d'intérêt national » entières où les projets admissibles seraient considérés comme préapprouvés, et de rendre ce système permanent.

En octobre, au nom des 24 congrégations religieuses du BCRÉI, nous avons remis un mémoire au comité législatif de la Chambre des communes chargé d'étudier le projet de loi. Il s'agit de notre première contribution à un comité législatif. Nous avons examiné le projet de loi à la lumière de la démarche de discernement propre aux congrégations religieuses : qui subira ses conséquences, et ces personnes ont-elles été entendues ?

Les Premières Nations, les communautés situées à proximité de chaque projet et les générations à venir en subiront toutes les conséquences, et le projet de loi ne donne à aucune d'entre elles un véritable droit de regard.

L'écologie intégrale interroge chaque loi pour savoir si elle favorise la vie ou la diminue. Appliquée aux grands projets, cela signifie que l'évaluation précède la décision, que les effets environnementaux, sociaux, économiques et culturels sont pris en compte ensemble, et que les personnes qui vivront avec ce projet ont leur mot à dire. Le projet de loi C-39 s'éloigne de chacun de ces principes.

Nos congrégations membres se sont également engagées à respecter la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones comme cadre de leur propre réconciliation avec les peuples autochtones, en réponse à l'appel à l'action n° 48 de la Commission de vérité et de réconciliation. Nous ne demandons pas au Parlement de respecter une norme que nous n'avons pas nous-mêmes acceptée. Et le fait de contourner les droits n'apporte pas la certitude que promet le projet de loi : il engendre des conflits et des litiges.

Désormais publié

Le mémoire du BCRÉI vient d'être publié sur le site Web de la Chambre des communes.

https://orcie.org/resource/decades-of-consequences-on-a-one-year-clock-our-brief-on-bill-c-39/



HOUSE OF COMMONS
CHAMBRE DES COMMUNES
CANADA

TÉMOIGNAGE PUBLIC

Justice climatique et réconciliation

Qui devra vivre avec le projet de loi C-39? Mémoire du BCRÉI au Parlement

Le BCRÉI a déjà fait part des préoccupations soulevées par les peuples autochtones concernant le projet d'oléoduc de la côte Ouest et l'intention du gouvernement canadien de le désigner comme « projet d'intérêt national ». Le gouvernement ayant désormais désigné l'oléoduc Pacific Link comme projet d'intérêt national, nous estimons qu'il est important de continuer à créer un espace permettant aux Canadiens, et en particulier aux communautés religieuses catholiques, d'apprendre des peuples autochtones qui soulignent l'importance de protéger l'eau, les terres et le bien-être des générations futures.

Les « Gardiens de l'eau » sont des protecteurs et des leaders autochtones dont le travail nous rappelle que l'eau n'est pas simplement une ressource ou un actif économique. Leur message attire l'attention sur les liens sacrés qui unissent l'eau, la terre, les peuples autochtones, les communautés et les générations futures. Dans leur réaction à la désignation du projet Pacific Link, ils ont souligné le moment choisi pour cette décision, intervenue moins de 24 heures après la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation, et ont invité à réfléchir à ce que recouvre la notion d'« intérêt national » lorsque des décisions affectent les territoires, les eaux et les communautés autochtones.

LIENS VERS DES RESSOURCES

Pour en savoir plus :
Pacific Link, l'eau et l'intérêt national : écouter les voix autochtones

PROCHAINES ÉTAPES :

La comité spéciale du Sénat chargée du « Loi visant à bâtir un Canada fort » procède actuellement à une « étude préalable » du projet de C-39. La prochaine étape pour le BCRÉI consiste à adapter son mémoire à l'intention des sénateurs. L'accent sera mis sur le report de l'entrée en vigueur de la partie 1 jusqu'à ce que ses règlements et ses modalités de consultation aient été élaborés en collaboration avec les gouvernements autochtones.

Si votre congrégation écrit à votre député ou aux comités de la Chambre des communes ou du Sénat à ce sujet, veuillez nous en envoyer une copie à l'adresse info@orcie.org afin que nous puissions relayer auprès des dirigeants canadiens les messages de nos communautés.

TÉMOIGNAGE PUBLIC

Mobilisation des communautés religieuses : une économie de la vie

L'été dernier, alors que les annonces concernant de nouveaux gisements pétroliers, des oléoducs et l'augmentation de la production et des exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) se succédaient à un rythme effréné, les responsables religieux ont constaté qu'ils partageaient le même désir de s'exprimer et d'agir. Conscients des graves conséquences environnementales et sociales que ce changement entraînerait, ils se sont rassemblés, et c'est ainsi qu'est née la déclaration « L'économie de la vie ».

Le personnel du BCRÉI a contribué à la rédaction de la déclaration « Une économie de la vie », coordonnée par la coalition œcuménique «Pour l'amour de la Création », ainsi qu'à la rédaction d'une lettre (anglais) d'accompagnement adressée au Premier ministre concernant l'expansion des énergies fossiles et les droits des peuples autochtones, et à la traduction en français de ces deux documents. Après avoir recueilli les signatures des responsables religieux, la déclaration a été publiée le 14 octobre afin de recueillir un large soutien, et la lettre adressée au Premier ministre a été envoyée. Cette lettre a également été envoyée par courriel aux quatre membres du Comité permanent de l'environnement et du développement durable de la Chambre des communes que le BCRÉI avait rencontrés lors de sa journée de représentation d'intérêts du 22 septembre. À cette occasion, le BCRÉI leur avait demandé de l'aider à obtenir une rencontre avec le premier ministre ou le ministre responsable du dossier.

La collecte de soutiens est la principale priorité du BCRÉI cet automne: dix congrégations religieuses ont déjà apporté leur soutien et quelques autres sont en train de mener à bien leur processus d'approbation. Vous pouvez apporter votre aide en soumettant la déclaration à l'équipe dirigeante de votre propre congrégation afin qu'elle l'approuve. Vous êtes également invité·e à signer à titre individuel et à intégrer cette déclaration dans votre vie de prière et votre vie liturgique. « Pour l'amour de la Création » continuera à solliciter des soutiens tout en intégrant la déclaration « L'économie de la vie » dans ses actions d'éducation et de plaidoyer, notamment dans le cadre de la COP31 et jusqu'en 2027.

Le BCRÉI a également préparé une brève ressource liturgique pour deux lecteurs, adaptée d'Economie de la vie, invitant les communautés à réfléchir à notre responsabilité commune de prendre soin de la création et de bâtir une économie dans laquelle les personnes et la nature s'épanouissent. Cette ressource a été élaborée en soutien à « Chandelles pour le COP31 », une initiative de « Pour l'amour de la Création » encourageant la prière, la réflexion et l'action collective autour des négociations sur le climat.

LIENS VERS DES RESSOURCES

Lire la déclaration : « An Economy of Life »

Outil liturgique: Affiche

TÉMOIGNAGE PUBLIC

LECTURE EN ALTERNANCE

Adaptée de la déclaration des responsables religieux
« Une économie au service de la vie »
Dans le cadre de l'initiative « Candles for COP » (octobre 2026)
Durée : environ 3 minutes

Les passages en gras sont lus par tous.

Lecteur 1	Lecteur 2
Tous : Nous faisons partie de la création.	
Tous : En tant que personnes de foi, nous reconnaissons notre responsabilité commune.	
Nous sommes appelés à agir d'une manière	qui témoigne de l'amour profond de Dieu et de sa compassion pour toute la création.
Nous reconnaissons que les êtres humains ne sont qu'un fil dans la toile sacrée de la vie,	vivant en relation avec les terres, les eaux et les nombreux êtres avec lesquels nous partageons notre maison commune.
Tous : La Terre est la création de Dieu, empreinte d'une valeur et d'une dignité sacrées.	
La présence et la sagesse du Créateur	se manifestent dans chaque montagne, chaque rivière, chaque forêt et chaque créature vivante.
Lorsqu'une espèce disparaît, quelque chose de précieux se perd,	non seulement pour les générations futures, mais aussi pour l'ensemble de la communauté du vivant.
Tous : Nous faisons partie de la création.	
Nous sommes pris dans des systèmes et des habitudes de consommation qui nuisent aux personnes et à la Terre.	Nous n'avons souvent pas été à la hauteur de notre vocation de prendre soin de la création.
Tous : La transformation doit s'opérer en nous-mêmes, dans nos communautés et au sein de nos traditions de foi.	
Nous sommes appelés à la conversion, au renouveau,	et au travail exigeant qui consiste à vivre avec plus de justice et de durabilité.
Tous : En tant que personnes de foi, nous reconnaissons notre responsabilité commune.	
Nous sommes appelés à agir d'une manière	qui témoigne de l'amour profond de Dieu et de sa compassion pour toute la création.
Tous : Nous aspirons à une économie au service de la vie, où les personnes et le monde naturel s'épanouissent.	
Où l'énergie est propre et renouvelable.	Où les communautés du Nord et du Sud, qui portent la moins grande responsabilité dans les changements climatiques, disposent des ressources nécessaires pour s'adapter et s'épanouir.
Où les droits et la souveraineté des peuples autochtones sont respectés.	Où les communautés disposent des ressources nécessaires pour transformer leurs systèmes énergétiques.
Là où… (ouverture au groupe et aux interventions individuelles)	Là où nous vivons dans le respect de la création.
Tous : Nous faisons cette déclaration dans l'espérance.	
C'est ce que nous devons aux générations qui nous suivront,	et le fondement de nos prochaines actions.
Tous : Nous faisons partie de la Création. Nous aspirons à une économie au service de la vie. **Tous : Amen.**	

À VENIR

COP31 : Restez à l'écoute !

Alors que les dirigeants mondiaux se réunissent pour la COP31 à Antalya, en Turquie, le BCRÉI continuera de plaider en faveur d'engagements significatifs de la part du Canada en matière de financement climatique. Forts de notre participation à la COP30, nous porterons une attention particulière non seulement au niveau des engagements financiers pris en faveur du climat, mais aussi à la manière dont ces fonds seront alloués et mis en œuvre. Plus tôt cette année, le BCRÉI a apporté son soutien à la lettre ouverte adressée au cabinet du Premier ministre — « Consolider le leadership du Canada en matière de financement international de la lutte contre les changements climatiques dans le budget 2026 », coordonnée par la Coalition canadienne sur les changements climatiques et le développement (C4D).



Cette lettre salue le renouvellement de l'engagement du Canada à hauteur de 5,9 milliards de dollars en faveur du financement international de la lutte contre les changements climatiques, tout en appelant à davantage de clarté, de responsabilité et d'ambition afin de garantir que les fonds parviennent aux communautés en première ligne de la crise climatique et produisent des résultats concrets.

LIENS VERS DES RESSOURCES

Renforcer le leadership du Canada en finance climatique international dans le budget 2026

Au cours des prochaines semaines, les communautés religieuses peuvent s'attendre à une série de publications du BCRÉI sur les réseaux sociaux mettant en avant les principaux débats sur le financement climatique lors de la COP31, le rôle du Canada dans les négociations, l'importance de mettre en œuvre les engagements en matière de financement climatique de manière efficace et équitable, ainsi que les appels lancés par les réseaux catholiques du Sud global en faveur de la justice climatique, de la protection des écosystèmes essentiels, du soutien aux communautés autochtones et locales, et d'un financement qui parvienne à ceux qui sont en première ligne face à la crise climatique.

Restez à l'écoute : du 9 au 21 novembre, chaque jour sur Facebook, des publications spéciales sur ce que le BCRÉI attend de la COP31.

QUI EST LE BCRÉI?

- Congregation Notre Dame-Visitation Province
- Congregation of Sisters of the Holy Name of Jesus and Mary
- Congrégation des Filles de Jésus, Région Canada
- Jesuits of Canada/Jésuites du Canada
- Les Soeurs Franciscaines Missionnaires de l'Immaculée-Conception
- Presentation Sisters (Sisters of the Presentation of the Blessed Virgin Mary)
- OMI Lacombe and Notre-Dame-du-Cap
- Sisters Faithful Companions of Jesus
- Les Sœurs Grises de Montréal
- Les Ursulines de l'Union Canadienne
- Grey Sisters of the Immaculate Conception
- Our Lady's Missionaries
- School Sisters of Notre Dame
- Sisters of Charity, Halifax
- Sisters of Holy Cross/Sœurs de Sainte-Croix
- Sisters of Mercy
- Sisters of Our Lady of the Missions
- Sisters of St Joseph of Canada
- Sisters of St Joseph of Toronto
- Sisters of St Martha, Antigonish
- Sisters of St Martha, Charlottetown
- Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Vallier
- Sisters of St Joseph of Sault Ste. Marie
- Ursuline Religious Diocese of Chatham, Ontario

REJOIGNEZ-NOUS !

Le BCRÉI est une petite organisation qui dépend entièrement des contributions annuelles des congrégations religieuses pour poursuivre son travail. Ces contributions, qu'elles soient modestes ou importantes, permettent à la voix morale et éthique des communautés religieuses de se faire entendre dans les discussions cruciales sur les politiques climatiques, là où elle est urgemment nécessaire.

Le soutien des congrégations religieuses a été essentiel à la croissance et à l'impact du BCRÉI, et nous vous sommes profondément reconnaissants de continuer à marcher à nos côtés sur ce chemin commun vers la justice écologique.

Nous invitons chaleureusement toutes les congrégations religieuses souhaitant rejoindre le réseau de soutiens du BCRÉI à contacter :

Geneviève Gallant

Directrice générale du BCRÉI

Tél. 613-400-1631

Courriel:GGallant@orcie.org

ORCIE BCRÉI

Office of Religious Congregations for Integral Ecology
Bureau des congrégations religieuses pour l'écologie intégrale